

**COEXISTENCE ET DÉMOCRATIE
EN AFRIQUE OCCIDENTALE :
TENDANCES, DÉFIS ET OCCASIONS**

Un résumé des politiques et des pratiques visant la promotion de la gouvernance démocratique, de la coexistence et de l'inclusion sociale en Afrique occidentale

Octobre 2008

L'ébauche de ce document a été produite par Coexistence International* (CI) avec la collaboration du Centre du développement démocratique du Ghana (CDD-Ghana) et du Réseau régional de construction de la paix en Afrique de l'Ouest (WANEP).

Table des matières

Description du projet	1
Introduction	2
Définition des termes importants	6
Pratique de la coexistence dans le contexte de l’Afrique occidentale	8
Usage du terme « coexistence ».....	8
Divisions importantes et clivages résolus par le travail de coexistence.....	8
Exemples de travail de coexistence.....	9
Les défis de la coexistence et de la démocratie en Afrique occidentale .	11
Omniprésence des politiques identitaires	11
Leadership transactionnel et leadership transformationnel.....	12
Pauvreté, argent et accès au pouvoir.....	13
Promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance vue comme motivée de l’extérieur.....	14
Le rôle des étrangers dans la reconstruction postconflit et la construction de la paix	15
Conclusion	16
Domaines pour enquêtes et analyses futures.....	17
Bibliographie	18
Ressources additionnelles	19

Description du projet

Ce document a été préparé dans le cadre du projet *Démocratie, conflits et coexistence en Afrique occidentale*, démarré en 2008 par CI afin de créer une plateforme pour partager des expériences et de meilleures pratiques et d'apprendre des institutions internationales et régionales, intergouvernementales et non gouvernementales qui conçoivent et mettent en place des programmes de démocratisation et de gouvernance.

Le projet comporte un volet de recherche et un volet atelier, et a pour but de tisser des liens et de créer une alliance entre les peuples et les organisations qui se consacrent à ces enjeux en Afrique occidentale. Ce projet est financé par la Fondation Alan B. Slifka et par la Fondation Compton.

Vous trouverez ci-dessous une brève description des trois organisations partenaires dans ce projet.

Coexistence International (CI)

Fondée en 2005 à l'Université Brandeis (à Waltham, États-Unis), l'initiative Coexistence International (CI) s'est engagée à renforcer les ressources disponibles pour les responsables des politiques, les spécialistes et les bailleurs de fonds qui font la promotion de la coexistence aux plans local, national et international. CI favorise une approche complémentaire du travail de coexistence à travers la facilitation des liens, de l'apprentissage, de la réflexion et de la pensée stratégique entre les acteurs du domaine de la coexistence et des domaines qui y sont reliés, comme la démocratie, la règle de droit, la justice transitoire, le développement durable, le travail culturel, etc.

Centre du développement démocratique du Ghana (CDD-Ghana)

Le Centre du développement démocratique du Ghana (CDD-Ghana) est une organisation autonome, non partisane et à but non lucratif, axée sur les politiques et basée à Accra, au Ghana. Sa mission est de promouvoir la démocratie, la bonne gouvernance et l'intégrité dans l'administration publique. Ayant une grande capacité de recherche, d'analyse et de défense des droits, le Centre collabore avec une vaste gamme d'organismes internes et externes afin de mettre sur pied des programmes qui visent à relever les défis nationaux et régionaux dans les domaines comme le renforcement de la démocratie, l'amélioration de la gouvernance, la résolution des conflits et la justice et la réconciliation postconflituelles et transitoires.

Réseau régional de construction de la paix en Afrique de l'Ouest (WANEP)

Le réseau WANEP étend sa portée à travers la région avec des programmes conçus selon une vision de l'Afrique occidentale caractérisée par des communautés justes et pacifiques, au sein desquelles la dignité humaine est primordiale et les personnes peuvent satisfaire leurs besoins essentiels et prendre leurs propres décisions. La mission de WANEP est de permettre et de faciliter le développement de mécanismes de coopération parmi les spécialistes du renforcement de la paix des sociétés civiles et les organisations de l'Afrique occidentale, en faisant la promotion des réactions coopératives aux conflits violents, en fournissant la structure dans

laquelle ces spécialistes et organisations échangent leur expérience et des renseignements sur les enjeux du renforcement de la paix, de la transformation des conflits et de la réconciliation sociale, religieuse et politique, et en faisant la promotion des valeurs sociales et culturelles de l’Afrique occidentale comme ressources pour le renforcement de la paix.

Introduction

Un nombre croissant d'organisations internationales, régionales et locales qui œuvrent dans les sociétés divisées et postconflituelles concentrent leur attention, leurs programmes et leurs fonds sur les domaines de la gouvernance, de la démocratie, de la réconciliation, du renforcement de la paix, de la justice transitoire et des réformes des secteurs électoraux, judiciaires et de la sécurité. On reconnaît de plus en plus qu'une mauvaise gouvernance et que la marginalisation politique et économique des groupes ethniques, linguistiques, religieux et d'autres groupes identitaires causent des griefs profondément ancrés, qui peuvent mener à la mobilisation de groupes armés et violents, et peuvent causer des divisions sociales persistantes¹.

Afin de résoudre les conflits le plus efficacement possible et d'atteindre une paix et une sécurité durables, CI croit que les efforts de coexistence et d'inclusion sociale doivent être entièrement intégrés aux programmes de démocratisation et de gouvernance. Dans ce contexte, le travail démocratique axé sur la coexistence peut être vu comme un travail de prévention des conflits. CI n'appuie ni d'adopte aucun modèle démocratique précis, mais reconnaît que les éléments essentiels du travail démocratique axé sur la coexistence sont la représentation inclusive, le dialogue participatif, la reddition de comptes et la transparence.

Ce document de recherche s'appuie sur les études et les publications précédentes de CI sur les approches complémentaires à la coexistence et au renforcement de la démocratie². En 2008, CI a commandé une étude afin d'explorer comment les organisations et les spécialistes de l'Afrique occidentale définissent et mettent en pratique le travail de coexistence et de démocratie, et quels liens existent présentement entre les deux domaines. Dans le cadre du projet pilote en Afrique occidentale, la recherche, l'atelier qui suivra et les rapports futurs auront pour but de tisser des liens entre les renseignements provenant des universitaires, des spécialistes et des auteurs de politiques au plan international et l'expérience des universitaires, des spécialistes et des auteurs de politiques en Afrique occidentale.

Méthodologie

Voici quelques-uns des thèmes principaux et des questions explorés par CI :

- De quelles façons les efforts de démocratie et de gouvernance soutiennent-ils les efforts de coexistence et de renforcement de la paix ? À l'inverse, comment les efforts de coexistence et de renforcement de la paix peuvent-ils soutenir les efforts de démocratisation ? Quels impacts négatifs peut avoir le renforcement de la démocratie sur la paix et la coexistence ?
- Existe-t-il des différences quant à la façon de comprendre le travail démocratique en Afrique occidentale et dans le monde occidental ?

¹ L'indice annuel des pays défaillants produit par le *Fund for Peace* nous offre une telle analyse de la relation entre l'état de la gouvernance et les probabilités de conflits. Cet indice pour 2008 est disponible au <http://www.fundforpeace.org/>.

² La première et la deuxième partie du « *Survey of Coexistence Sensitivity in International Democratization and Governance Policies* » et la publication de juillet 2007 intitulée « Accent sur la coexistence et le renforcement de la démocratie » sont disponibles au www.coexistence.net.

- Comment mesure-t-on l'impact du renforcement de la démocratie et du travail de coexistence ?
- Comment le processus d'apprentissage collaboratif peut-il être durable au sein des institutions responsables du travail de démocratie et de coexistence dans les sociétés divisées ?
- Quelles sont les étapes collectives requises pour influencer les politiques nationales, régionales et internationales des gouvernements, des organismes intergouvernementaux et des bailleurs de fonds ?

Afin d'explorer ces questions dans un contexte régional précis, CI a choisi six pays d'Afrique occidentale qui sont aux prises avec des enjeux d'inclusion sociale et de diversité au sein de leurs frontières. Ces six pays ont des expériences différentes de conflits intercommunaux et internes, et en sont à différentes étapes de la consolidation démocratique.

Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire a traversé plusieurs périodes d'instabilité et de violence, qui ont toutes eu une incidence négative sur les processus de gouvernance démocratique au pays. La Côte d'Ivoire était auparavant l'un des pays les plus stables de la région : elle a une longue histoire d'accueil d'immigrants de pays voisins et favorisait la diversité sur son territoire. Des changements constitutionnels introduits en 2000 pour limiter les droits des immigrants à la citoyenneté et à la participation politique ont causé des tensions touchant le processus électoral et ont mené à des violences entre les forces gouvernementales et les insurgés. Plusieurs accords de paix ont été négociés, mais la paix et la stabilité durables n'ont pas encore été atteintes.

Ghana

Depuis plus d'une décennie, le Ghana vit une stabilité politique et une croissance économique relatives. Toutefois, dans la région Nord du pays, où la population est diversifiée et diffère, par sa langue, sa religion et sa culture, de la population du Sud qui domine politiquement et économiquement, des tensions non résolues perdurent entre plusieurs groupes ethniques au sujet de l'accès à la terre et aux autres ressources économiques.

Libéria

Le Libéria a fait des progrès importants pour se remettre d'une guerre civile qui a entraîné la désintégration de l'espace civique et politique, ainsi que de la violence qui s'est étendue à plusieurs pays voisins. La période de transition de l'après-guerre et les élections démocratiques qui ont suivi ont ouvert la voie pour des réformes majeures du secteur de la sécurité, des structures de gouvernance et de la sphère économique. La Commission de vérité et de réconciliation du Libéria s'est attiré tant l'appui que des critiques des intervenants locaux, régionaux et internationaux, qui veulent voir ces processus contribuer à une réconciliation et une justice durables, sans causer de nouvelles divisions.

Nigéria

Après trois décennies de gouvernement militaire au Nigéria, les élections présidentielles de 1999 ont amené une promesse de stabilité politique, de démocratie et de croissance économique. Toutefois, la violence intercommunale entre des factions ethno-religieuses et des groupes armés dans plusieurs régions du pays va croissant et a mené à l'aggravation de la crise touchant la sécurité et la gouvernance, ainsi qu'à la détérioration de la situation socio-économique dans les régions déjà pauvres et marginalisées. Les élites dirigeantes continuent de contrôler la majeure partie des ressources du pays et des profits provenant de la production de pétrole. L'environnement politique est caractérisé par des divisions ethniques, religieuses et régionales.

Cameroun

Le Cameroun a profité d'une stabilité et d'une croissance économique relatives grâce à des investissements dans les secteurs de l'agriculture, du pétrole et du bois d'œuvre. De nombreuses personnes en milieu rural et urbain, représentant plus d'une centaine de groupes ethniques, vivent toutefois dans la pauvreté, ce qui a récemment causé des grèves au sujet du prix de l'essence et d'autres griefs. L'autorité politique est concentrée au sein du parti au pouvoir, qui est considéré représenter les intérêts de la communauté francophone. L'aliénation de la communauté anglophone, la corruption répandue et persistante, les tensions intermittentes entre les communautés chrétiennes et musulmanes, et les querelles frontalières non résolues avec le Nigéria sont certains des enjeux pressants auxquels le pays doit maintenant faire face.

Sierra Leone

La Sierra Leone a émergé en 2002 d'une guerre civile de onze ans qui a vu la population civile brutalisée et a davantage fragilisé les institutions politiques, économiques et sociales déjà dysfonctionnelles. Des griefs de longue date touchant la marginalisation politique et économique de la jeunesse, la mauvaise gouvernance et l'absence de règle de droit ont tous mené à la guerre, et demeurent des enjeux importants, que doit traiter le gouvernement actuel. La Commission de vérité et de réconciliation et les efforts locaux de construction de la paix ont concentré leurs efforts sur une vaste gamme d'enjeux, y compris la réconciliation, la bonne gouvernance et l'augmentation des occasions économiques pour les jeunes.

Sources consultées pour l'étude initiale

La recherche et l'analyse documentaire pour ce résumé ont inclus une sélection de publications, de rapports et d'études de cas par des experts et des spécialistes internationaux qui se concentrent sur les sujets du renforcement de la démocratie, de la gouvernance, de la construction de la paix et de la coexistence. La documentation sur ce sujet augmente rapidement et nous sommes conscients de la portée limitée de cette analyse initiale. Les sources consultées étaient toutes en anglais et facilement accessibles en format imprimé et par Internet. De prochaines analyses documentaires pourraient comprendre une gamme plus étendue de documents sur les politiques et des mémoires provenant d'organisations locales, régionales et internationales travaillant sur les enjeux de la démocratie et de la gouvernance, ainsi que des sources en français.

Les renseignements de source directe ont été obtenus par une équipe de deux chercheurs ayant effectué des entrevues téléphoniques et en personne et distribué des sondages par courriel à des individus représentant une vaste gamme d'agences œuvrant à travers l'Afrique occidentale. La

plupart de celles-ci étaient des organisations de la société civile, mais certaines étaient des organisations régionales ou internationales. Les treize personnes interrogées ont été choisies selon leur expertise et leur expérience du travail de coexistence et de démocratie en Afrique occidentale, ainsi que selon leur disponibilité durant la période de l'étude, de juin à août 2007. Vu ces contraintes de temps, nous avons choisi de mettre l'accent sur un secteur précis du cadre de travail des intervenants en coexistence. CI est très conscient que la liste des personnes interviewées ne représente qu'un échantillon préliminaire des points de vue. Les entrevues dont le résumé est présenté dans cette ébauche de travail n'ont pas pour but d'être exhaustives, mais représentent un point de départ pour une recherche que nous espérons poursuivre.

De par sa nature, la coexistence est une dynamique entre de nombreux intervenants. La compréhension fondamentale de cette dynamique comprendra le point de vue des spécialistes de la société civile, mais aussi entre autres ceux des intervenants au plan communautaire, des politiciens et des organismes gouvernementaux. L'inclusion d'autres intervenants dépasse la portée de ce rapport, mais nous espérons que des études subséquentes seront réalisées pour résumer la multitude des points de vue. Les données obtenues dans les entrevues sont intégrées dans ce résumé, qui formera la base d'un atelier de discussion qui se tiendra à Accra en octobre 2008. Nous diffuserons ensuite un rapport sur les conclusions tirées de l'atelier.

Les questions posées durant les entrevues téléphoniques et dans les sondages par courriel comprenaient :

1. Quel langage votre organisation utilise-t-elle pour décrire le travail effectué pour aider les gens à vivre ensemble pacifiquement ? Quel langage utilisez-vous pour décrire comment les gens partagent le pouvoir ?
2. Comment votre organisation participe-t-elle à ce type de travail ?
3. Quels sont les problèmes importants dans votre pays quant à la démocratie et la gouvernance ? Et quant à la coexistence ? Qu'est-ce qui est fait aux plans national et local au sujet de ces problèmes ?
4. De quelles façons votre organisation fait-elle la promotion de la gouvernance démocratique et inclusive ? Comment tenez-vous compte des conflits existants entre les groupes ? Quels défis ce travail représente-t-il pour votre organisation ?
5. Avez-vous évalué votre travail ? Comment ? Qu'avez-vous appris sur ses incidences ?
6. Pouvez-vous partager une réussite ou une leçon apprise au sujet de la façon d'effectuer ce travail efficacement ? Ces leçons ont-elles modifié vos méthodes de travail ?
7. Outre votre propre organisation, quels autres groupes nationaux et communautaires ont aidé en contribuant à la démocratie et à la bonne gouvernance dans votre pays ?

Définition des termes importants

Démocratie

Il n'existe pas de définition universellement acceptée de la démocratie, et les pays qui la mettent en pratique depuis plus de deux cents ans continuent de débattre des diverses interprétations des préceptes clés de la démocratie. Tout en reconnaissant que la pratique de la démocratie à travers le monde est enchâssée culturellement et contextuellement, il est important de souligner des caractéristiques essentielles qui aident à distinguer les sociétés démocratiques de celles qui ne le sont pas. À la base, la société démocratique est une société dans laquelle les personnes peuvent exercer des droits civiques et politiques et élire des représentants gouvernementaux pour défendre leurs intérêts au sein des structures politiques locales et nationales. Un système gouvernemental démocratique peut prendre de nombreuses formes et se fonde sur les principes de la participation, de la représentation, de la règle de droit, de la protection des droits et libertés des citoyens, des limites au pouvoir gouvernemental dans les sphères publiques et privées, des élections libres et justes et d'un système judiciaire à la fois autonome et transparent.

Coexistence

Dans un document intitulé « Qu'est-ce que la coexistence, et pourquoi une approche complémentaire ? » publié en 2007 par CI, Jessica Berns et Mari Fitzduff écrivent que la coexistence décrit les sociétés dans lesquelles la diversité est la bienvenue pour son potentiel positif, l'égalité est une poursuite active, l'interdépendance entre les groupes est reconnue et l'utilisation des armes pour régler les conflits est de plus en plus chose du passé. À l'examen des situations préconflituelles, conflictuelles et postconflituelles au plan international, il apparaît manifeste que pour atteindre des relations positives et durables entre les différents groupes ethniques, religieux ou sociaux, nous devons dépasser le concept de la simple tolérance et tendre vers une définition de la coexistence qui intègre l'égalité, la diversité et l'interdépendance. La coexistence se trouve attestée dans les relations établies malgré les différences et fondées sur la confiance, le respect et la reconnaissance mutuels, et on l'associe généralement à l'inclusion et à l'intégration sociales. Le terme « coexistence » met en particulier l'accent sur les relations entre les groupes. Pour décrire une vision similaire, on emploie également les expressions « cohésion sociale », « inclusion sociale » et « intégration sociale ».

Coexistence International conçoit le travail de coexistence comme couvrant la gamme d'initiatives requises pour assurer que les communautés et les sociétés peuvent vivre ensemble de façon plus équitable et pacifique, y compris la prévention et la gestion des conflits, le travail de transformation durant et après le conflit, la sensibilisation aux conflits, la consolidation de la paix, la réconciliation, de même que le travail touchant le multiculturalisme et le pluralisme. Les gouvernements et les institutions gouvernementales, les OIG, les ONG, les organisations communautaires, les fondations donatrices, les entreprises, ainsi que les organismes culturels, sociaux et religieux peuvent tous tirer profit des activités et la pratique de la coexistence. De nombreux types d'activités ou de stratégies peuvent être inclus dans la définition du travail de coexistence, y compris la médiation ou la réconciliation, le travail touchant l'équité et la

diversité, la défense des questions touchant l'immigration ou les droits ethniques et culturels, la recherche sur les enjeux liés à la coexistence, de même que l'élaboration de politiques tenant compte de la coexistence au plan local, national, régional ou international.

Relations entre la démocratie, les conflits et la coexistence

Dans un document intitulé « Accent sur la coexistence et le renforcement de la démocratie » publié en 2007 par CI, Isabella Jean et Jessica Berns écrivent que dans les sociétés multiethniques et diversifiées, la démocratie offre d'excellentes possibilités pour gérer les conflits sociaux et politiques. Au cours de la dernière décennie, les experts et les décideurs ont mis un nouvel accent important sur les approches adaptées aux conflits et à la coexistence dans le renforcement de la démocratie et la promotion d'une bonne gouvernance. Un consensus est en train de se former sur la nécessité du dialogue entre les divers intervenants, et ce renforcement du consensus est essentiel dans les initiatives comme la conception des systèmes constitutionnels et électoraux, la réforme du secteur de la sécurité, les projets de justice transitoire, la gestion des ressources naturelles et les dialogues nationaux sur les lois touchant les minorités et les langues. Lorsque ces efforts se font de façon participative et inclusive, ils sont tout aussi importants que le contenu des traités politiques et des documents normatifs qui en résultent. Dans les sociétés qui ont longtemps été divisées, tout comme dans les démocraties consolidées, la pérennité des efforts de prévention des conflits et de coexistence intercommunale repose sur la pratique démocratique soutenue par les principes de l'inclusion, de la participation et du respect de la diversité.

La démocratie permet à une plus grande réconciliation sociale de se produire par diverses voies, qui comprennent l'augmentation de l'engagement civique, la primauté du droit, un système judiciaire autonome, les lois sur l'égalité et la reconnaissance tant des droits collectifs des minorités que des droits individuels des citoyens. Même si le renforcement de la démocratie dans les sociétés déchirées par la guerre est souvent étroitement lié aux processus de paix et de réconciliation, ni la gestion non violente des conflits sociaux ni la coexistence intercommunale ne peuvent être atteintes simplement en « lançant » le processus démocratique.

Il serait idéaliste de présumer que le renforcement de la démocratie est en soi un processus sans conflit et que la démocratie comme but ultime peut être atteinte sans effort ou peut offrir une panacée à une société postconflit. Bien des sociétés contemporaines, et en particulier celles qui émergent de la guerre, connaissent des difficultés quant aux façons de gérer les divisions sociales profondément enracinées. Les divisions qui sont fondées sur l'identité peuvent être exacerbées et intensifiées par certains aspects « essentiels » de la démocratie, comme des élections, des réformes du secteur constitutionnel ou du secteur de la sécurité et la formation de partis politiques. La démocratie peut faciliter le développement d'identités politiques multiples et complémentaires, mais elle peut aussi les polariser lorsque vient le moment d'exprimer les penchants politiques à la boîte de scrutin. De plus, les programmes et les mandats des dirigeants qui mènent ces processus ont un impact monumental sur leur potentiel de provoquer des conflits.

Pratique de la coexistence dans le contexte de l’Afrique occidentale

Usage du terme « coexistence »

La majorité des spécialistes interrogés étaient d’accord pour dire que le terme « coexistence » décrit adéquatement le travail qu’ils effectuent et qu’effectuent d’autres spécialistes et organisations qui travaillent sur la paix, la résolution de conflit et la réconciliation dans leurs pays. Bien que toutes les organisations n’emploient pas le mot « coexistence » dans leurs publications ou leurs documents, le terme et le concept sont bien compris et acceptés. Les spécialistes s’entendent pour dire que l’usage du terme devrait être largement encouragé pour dépasser en portée la sphère des organisations non gouvernementales et être inclus dans les politiques, les lois et les pratiques des gouvernements nationaux et locaux et des autres institutions portant le pouvoir décisionnel.

Au Nigéria, la reconnaissance officielle et l’inclusion de plus de 250 tribus qui forment la population du pays sont perçues comme une étape importante vers une plus grande coexistence. En plus de reconnaître la diversité et la différence, le gouvernement du Nigéria a demandé au comité du tribunal électoral de recommander des modifications qui reflètent les intérêts de tous les Nigériens. Au Libéria, l’expression « réconciliation nationale » est souvent utilisée, mais le concept de la coexistence est perçu comme encore plus pertinent. En Sierra Leone, où l’on conçoit la coexistence comme le respect de la diversité et de la différence, les gens commencent à utiliser le terme davantage.

Divisions importantes et clivages résolus par le travail de coexistence dans la région

Les entrevues réalisées auprès des spécialistes de l’Afrique occidentale travaillant à la paix, à la gouvernance et aux droits de la personne ont révélé une reconnaissance et un intérêt allant croissants quant aux enjeux de la coexistence qui sont au cœur de nombreux conflits et tensions récurrents. Au Nigéria, où les divisions ethnoreligieuses affectent la politique locale et nationale, les spécialistes de la paix concentrent leurs efforts sur la coexistence entre les communautés musulmane et chrétienne à travers le pays. D’autres personnes ont décrit les clivages entre les résidents du Nord et ceux du Sud au Nigéria. L’héritage de la guerre biafraise et de l’exclusion historique du peuple Igbo sont d’autres domaines où se concentrent les efforts de coexistence.

Au Libéria, le clivage religieux entre les chrétiens et les musulmans a joué un rôle important dans la politique et la guerre. La dynamique asymétrique du pouvoir entre les Américano-Libériens et les Libériens indigènes est un autre facteur important de la vie politique du pays. D’autres groupes sociaux et politiques sont ciblés par les efforts de démocratisation et de coexistence : les anciens combattants, les organisations étudiantes, les syndicats et les institutions religieuses. Comme l’a énoncé un spécialiste libérien, « Il doit exister une façon pour ces organisations de se situer par rapport aux autres, de s’adapter aux autres et de les tolérer. C’est là la coexistence. »

Au Ghana, les conflits interethniques entre les 92 groupes ethniques qui forment le pays demeurent une source d’inquiétude. Des divisions religieuses éclatent également à l’occasion, par exemple entre le peuple Ga de la région métropolitaine d’Accra et les églises charismatiques. De plus, les désordres civils peuvent parfois entacher la perception générale de paix et de bonne

gouvernance au Ghana. Plusieurs initiatives gouvernementales ont été mises sur pied pour apaiser ces inquiétudes. La constitution du Ghana, par exemple, donne à l'État la « responsabilité de faire la promotion active de l'intégration des peuples du Ghana et de prohiber la discrimination et les préjudices [...] »³.

Au Cameroun, des organisations locales s'occupent des tensions entre divers groupes religieux et œcuméniques. Ces organisations s'attaquent aussi aux enjeux créés par des conflits dans les pays avoisinants. Une source importante de mécontentement et de division dans la sphère politique nationale est le pouvoir illimité du président actuel.

Certaines personnes interrogées ont argumenté que bien que l'ethnicité demeure un facteur important de la mobilisation politique par des dirigeants sans scrupules, de nouvelles divisions transversales importantes se créent et transcendent les affiliations tribales ou ethniques, se fondant sur les différences idéologiques qui sont le lot des sociétés démocratiques d'ailleurs. Lors de la dernière élection générale au Nigéria, par exemple, les partisans du président élu traversaient les frontières ethniques et religieuses.

Exemples de travail de coexistence

Ces entrevues soulignent une grande variété de programmes et d'approches dans le travail de coexistence et d'inclusion sociale. Une tendance à noter touche l'accroissement des programmes d'éducation civique qui sont offerts par de nombreux groupes de la société civile dans ces pays. Un autre point en commun du travail effectué porte sur les enjeux de la gouvernance, où l'accent est mis sur l'accroissement de la participation citoyenne. Voici quelques exemples de projets entrepris par les organisations interrogées dans le cadre de cette étude.

- Au Nigéria, un groupe local offre de l'éducation populaire aux enfants d'âge scolaire sur la démocratie et les principes de la gouvernance. Un tel effort d'éducation civique précoce vise à autonomiser les électeurs et à prévenir la mobilisation non souhaitée par les groupes tribaux et religieux.
- Une organisation nigériane a réussi à améliorer les relations entre les chrétiens et les musulmans à Kano, un État comportant 10 millions de personnes. L'amélioration de l'intégration scolaire représente une réalisation importante : les enfants de divers groupes ethniques fréquentent l'école ensemble. Les membres du conseil de direction de l'organisation proviennent des deux côtés du clivage ethnoreligieux.
- D'autres organisations nigérianes se concentrent sur la défense des droits de la personne et s'occupent de la marginalisation politique et économique des personnes vivant dans les régions où l'exploitation pétrolière est réalisée par des entreprises nigérianes et étrangères. Elles insistent pour affirmer que des lois sont requises pour protéger les droits de ces communautés et que la population locale doit davantage participer au processus de prise de décision touchant l'exploitation des ressources naturelles sur leur territoire ancestral. C'est par une telle participation locale qu'une gouvernance démocratique significative sera élaborée.

³ Constitution du Ghana, 1992, chapitre 6, article 35 (5).

- Au Ghana, le conseil national de la paix (NPC) est formé de citoyens privés en vue et respectés, choisis en consultation avec les partis politiques, les dirigeants ethniques, les groupes de jeunes et les groupes de femmes. Ayant reçu pour mandat en 2007 de « surveiller les conflits et de conseiller le gouvernement et ses partenaires sur comment servir de médiateur et approfondir le dialogue entre les parties au conflit, et également de fournir un cadre politique pour gérer les situations conflictuelles⁴ », le NPC « a joué un rôle instrumental dans la résolution d'une impasse entre les professeurs et le gouvernement, qui avait perturbé l'enseignement et l'apprentissage dans les écoles secondaires du pays⁵. » La façon dont les membres d'une organisation sont choisis a de l'importance. Un processus transparent qui comprend la consultation des intervenants peut offrir légitimité et efficacité.
- Au Libéria, un groupe local dédié aux droits de la personne travaille pour favoriser le dialogue entre les autorités religieuses, les étudiants, les anciens combattants, les professeurs et les dirigeants gouvernementaux. Les discussions soulèvent de nombreux enjeux importants, qui sont envoyés au gouvernement pour l'élaboration de politiques. Une émission de radio populaire est diffusée en 16 dialectes locaux et présente des dirigeants et des militants des droits de la personne qui discutent de la réconciliation et des droits humains au Libéria.
- Un groupe de défense libérien met en place des programmes d'éducation citoyenne, de la formation en droits de la personne, des programmes de réhabilitation et de gestion des traumatismes pour les jeunes affectés par le conflit, ainsi que la surveillance et la documentation des enjeux continus touchant les droits de la personne.
- Un réseau régional nigérian a réussi à intégrer des programmes favorisant la paix, le développement et le renforcement de la démocratie en encourageant la création de nouveaux partenariats, de coalitions, de communautés et de travail touchant la démocratie et les droits de la personne.
- En Sierra Leone, une éminente organisation de la société civile travaille pour combiner la participation citoyenne, la paix, la sécurité et l'égalité entre les sexes. Cette organisation croit que les inégalités persistantes liées au sexe compliquent davantage les enjeux des droits de la personne, et considère que les relations entre les hommes et les femmes forment un aspect important de la coexistence. L'organisation travaille en partenariat avec d'autres groupes communautaires pour renforcer la participation démocratique. Elle a établi des programmes d'éducation pour les membres du Parlement nouvellement élus, portant sur différentes formes de gouvernance et sur la représentation de la population au Parlement. De plus, elle se fait partenaire des intervenants, y compris les groupes de l'armée, de la police et de la société civile, sur les enjeux touchant les conflits, les armes légères, les relations transfrontalières, la paix et la réconciliation.
- Au Cameroun, un service œcuménique se sert du rôle prédominant de l'Église dans la société pour prêcher la paix et servir de médiateur entre les divers groupes ethniques et religieux vivant dans le nord-ouest du pays. Ses efforts de paix et de coexistence comprennent des programmes de formation et d'éducation civique qui ciblent les agents administratifs, les dirigeants politiques et religieux, les institutions religieuses, les groupes de jeunes et de

⁴ Gyimah, A., Kane, M, et Oduro, F. (2008). *Coexistence in Ghana*. Document de travail de CI.

⁵ *Ibid.*

femmes, les ONG et les organisations communautaires, les syndicats, les étudiants, les médias et les chefs traditionnels.

- En Côte d'Ivoire, une organisation locale des droits de la personne défend la bonne gouvernance à travers la dénonciation publique des violations des droits de la personne et par des approches de médiation et de diplomatie. Cette organisation favorise le dialogue entre les partis politiques comme véhicule pour développer une bonne gouvernance démocratique.
- Au Libéria, une organisation locale de renforcement de la démocratie, en partenariat avec des groupes locaux et internationaux, travaille principalement auprès des communautés rurales, des étudiants, des chefs traditionnels, des groupes de femmes, des chefs religieux et des citoyens, afin de promouvoir la démocratisation, la coexistence pacifique et la tolérance sociale. Elle organise un forum démocratique qui prend la forme d'assemblées municipales et de discours intellectuels sur les campus, effectue de la recherche, organise des ateliers et des symposiums pour fournir un espace de discussion sur les enjeux constitutionnels, et établit des relations entre les administrateurs gouvernementaux, les citoyens, et les acteurs du domaine de la sécurité. Une évaluation a démontré que ses programmes avaient une incidence positive sur le renforcement de la démocratie et la gouvernance, car l'organisation traverse les frontières ethniques et religieuses et unit les Libériens. Son plus fort impact provient des programmes d'autonomisation civique, qui permettent aux citoyens d'interagir avec les décideurs et de les tenir responsables. Les programmes d'autonomisation civique ont favorisé une plus grande décentralisation des services et des politiques plus axées sur les personnes.
- Au Nigéria, une organisation catholique travaille à promouvoir la coexistence dans plus de cent paroisses de Lagos et du delta du Niger. Ces projets, qui sont axés sur la justice sociale, la démocratie et la bonne gouvernance, comprennent l'aide juridique pour les personnes en attente de procès, la défense des intérêts publics, la surveillance des élections et l'éducation civique sur le processus électoral. Le groupe défend également l'amélioration de la gouvernance au nom de ses membres, en particulier ceux qui sont le plus affectés par les distorsions économiques et sociales sérieuses de l'économie nigériane, fondée sur le pétrole.
- En Sierra Leone, une coalition locale se concentrant sur la reddition de compte du gouvernement et les questions de justice s'est impliquée dans la surveillance des droits de la personne, les réformes du système judiciaire pour les mineurs, le renforcement de la paix, les initiatives touchant la règle de droit et le travail auprès des tribunaux locaux et spéciaux. Elle offre des conseils techniques et des ateliers pour les ONG régionales. L'un des impacts positifs de ses activités s'est révélé être la collaboration entre les conseils interreligieux, les syndicats de professeurs et d'autres groupes de la société civile.
- Au Libéria, un groupe local de femmes musulmanes s'occupe de défendre les jeunes, les enfants et les femmes musulmanes. Elle a pour objectif de responsabiliser les femmes pour qu'elles soient des partenaires actives au sein des processus démocratiques et des efforts de coexistence, par leur participation aux délibérations, aux ateliers et aux séminaires communautaires. Les principaux enjeux des programmes touchent les divisions de la propriété terrestre, le chômage, les difficultés sociales, l'analphabétisme et l'acquisition de nouvelles compétences par les jeunes.

Les défis de la coexistence et de la démocratie en Afrique occidentale

Cette section combine les résultats de recherche des sources imprimées et électroniques aux points de vue et opinions partagés par les spécialistes durant nos entrevues. Les thèmes que nous soulignons comme étant les questions les plus urgentes touchant la gouvernance et la coexistence dans la région ont été choisis après l'analyse des données initiales des treize entrevues. Les discussions subséquentes contribueront à élargir ces thèmes et à ajouter des renseignements contextuels, de même qu'à offrir des recommandations concrètes.

Omniprésence des politiques identitaires

La division de l'Afrique par les puissances coloniales occidentales et l'imposition de structures politiques qui ont miné les formes traditionnelles d'autorité et de participation ont laissé dans leur sillage de nombreux problèmes non résolus quant au partage de l'autorité dans les États africains contemporains. L'héritage le plus durable des politiques de type « diviser pour gouverner » s'est avéré être l'approfondissement des divisions entre les ethnies et les clans au sein des frontières artificiellement tracées, ce qui a mené aux politiques identitaires actuelles, qui sont au cœur de la majorité des crises électorales et politiques en Afrique.

De nombreux universitaires occidentaux et africains s'entendent pour dire que bien que les divisions et les conflits au sein de chaque pays ont leurs caractéristiques propres, il existe un facteur sous-jacent, présent dans la plupart de ces conflits ; il s'agit des enjeux de la citoyenneté et des droits⁶. Ayant hérité de systèmes politiques et de constitutions créés par leurs anciennes puissances coloniales, les États africains ont eu tendance à institutionnaliser les droits et les privilèges en suivant les frontières ethniques, ce qui a eu un impact négatif sur l'institution de la citoyenneté. Howard Wolpe a écrit que « le défi fondamental de la démocratisation et du renforcement de la paix ne repose pas sur l'absence de valeurs démocratiques, mais plutôt sur le fait que les membres de nombreux États culturellement pluriels ne se voient simplement pas faire partie d'une même communauté nationale⁷. » La plupart des gouvernements de l'Afrique occidentale n'ont pas été en mesure de créer une identité nationale unificatrice à travers la citoyenneté, ni de garantir efficacement des droits et un accès égaux pour leurs citoyens au pouvoir politique et économique.

L'origine de guerres civiles récentes en Afrique occidentale provient de griefs portant sur l'exclusion, réelle ou perçue, et sur la marginalisation politique suivant des divisions ethniques ou autrement identitaires⁸. Selon Darren Kew, « l'imposition de l'État a créé un ensemble de dilemmes remarquablement similaire pour les Africains à travers le continent : un dilemme de sécurité ethnique, dans lequel les groupes ethniques sont pris dans une lutte réciproque pour garantir l'intérêt de leur groupe, et un dilemme subséquent, de nature économique, dans lequel un nombre croissant de personnes doivent rivaliser pour obtenir une part d'une production

⁶ Said Adejumobi. « Citizenship, Rights and the Problem of Conflicts and Civil Wars in Africa. » *Human Rights Quarterly*, V. 23, Numéro 1, février 2001, p. 148.

⁷ Howard Wolpe et Steve McDonald. « Democracy and Peace-building: Rethinking the Conventional Wisdom. » *The Round Table*, volume 97, numéro 394, février 2008, p.139.

⁸ Kwame Ninsin. « Re-Engineering Politics in Post-Conflict Societies. » Dans *Reconciling Winners and Losers in Post-Conflict Elections in West Africa, Political and Policy Imperatives*. The Nordic Africa Institute, 2007, p.16.

économique décroissante⁹. » Obtenir le contrôle du pouvoir politique devient donc une question de vie ou de mort pour les chefs qui représentent un groupe ethnique.

En luttant pour obtenir le pouvoir, de nombreux partis politiques des pays de l'Afrique occidentale tombent dans le piège de la politique identitaire fondée sur l'ethnicité. Le peuple les perçoit alors comme n'ayant qu'une mission, celle de remporter les élections. Cette approche finit par miner tous les efforts d'unité nationale et de coexistence, et renforce les clivages et les divisions. Comme l'a déclaré un spécialiste libérien de la paix durant son entrevue : « Au lieu de tirer profit de la diversité du Libéria, les dirigeants et les partis politiques exploitent les différences entre les gens pour leur gain politique. Les divisions entre les gens de groupes ethniques, religieux et sociaux différents font leur entrée dans l'arène politique. Cette politisation de l'identité fragilise la structure nationale et, au lieu de bâtir une nation unifiée, elle la fragmente. La colère et la frustration croissent lorsque les groupes identitaires sociaux et ethniques sont exclus et ils en viennent à voir la guerre civile comme leur dernier recours. »

Leadership transactionnel et leadership transformationnel

Le leadership transactionnel est la pratique par laquelle, en échange du pouvoir, les dirigeants promettent de mettre l'accent sur les besoins d'un groupe précis et favorisé plutôt que sur les besoins de tous les groupes. À l'opposé, les dirigeants transformationnels sont réellement capables de transcender les limites et les clivages identitaires afin de servir tous les citoyens d'un État. L'analyse des défis contemporains de la gouvernance démocratique et de la coexistence en Afrique occidentale attire l'attention sur les échecs répétés des chefs à gouverner de façon inclusive et participative et à rendre des comptes à la population. Le facteur de direction est étroitement liée aux politiques identitaires, car le processus pour accéder au pouvoir et le conserver, dans bien des États de l'Afrique occidentale, modifie les modalités politiques qui, au lieu d'être centrées sur les politiques, deviennent de plus en plus centrées sur les personnes. Qu'ils accèdent au pouvoir par un coup d'État ou une élection, les dirigeants traitent souvent l'opposition avec mépris, ne tiennent aucun compte des droits des minorités et des autres minorités électorales, et continuent d'être loyaux envers leur propre groupe identitaire, qui les a portés au pouvoir.

En conséquence, les questions touchant « comment gouverner » (conception d'institutions et de lois, mise en œuvre de politiques et de processus) sont presque toujours occultées par l'accent mis sur « qui gouverne » (élites dirigeantes, co-ethnies, armée). Andrew Ellis a écrit que « Le choix électoral peut être influencé, ou en grande partie déterminé, par la politique identitaire. Lors des transitions postconflituelles, il est bien connu qu'une telle identification peut enchaîner les factions belligérantes dans le processus politique, ce qui laisse peu ou pas de place pour le développement de forces politiques nouvelles et transversales¹⁰. » La lutte pour le pouvoir par les élites politiques en Afrique occidentale, qui renoncent souvent à leurs programmes réformistes et se transforment en un semblant de chefs tribaux une fois en poste, prévient essentiellement le passage à une démocratie plus inclusive.

⁹ Darren Kew. « Building Democracy in 21st Century Africa: Two Africas, One Solution. » *Whitehead Journal of Diplomacy And International Relations*, volume VI, numéro 1, hiver/printemps 2005, p.150.

¹⁰ Andrew Ellis, « Dilemmas in Representation and Political Identity. In *Democracy, Conflict and Human Security: Further Readings*. » Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, 2006, p 69.

Un spécialiste a affirmé que « La démocratie au Cameroun n'est pas une vraie démocratie, mais un système qui ressemble à une dictature. Bien que les dirigeants semblent heureux de la situation constitutionnelle actuelle, le peuple est mécontent. Cela mène les gens à se regarder les uns les autres en adoptant une optique ethnique. » Plusieurs spécialistes nigériens ont affirmé qu'un effort conjoint était nécessaire, non seulement pour démilitariser les civils, mais aussi pour démilitariser les esprits et favoriser un changement de paradigme parmi les dirigeants et les administrateurs politiques, pour que leur approche démocratique soit éclairée par le respect mutuel et un partenariat égalitaire avec le peuple. Une autre action urgente pour le travail de démocratie et de gouvernance est d'accroître les efforts de promotion des droits et d'augmenter la pression pour améliorer la reddition de comptes des dirigeants. Les dirigeants doivent rendre des comptes à la nation entière, et non seulement à leur tribu ou à leurs concitoyens de la même ethnie ; c'est là une étape fondamentale de la construction d'une démocratie stable. Un militant pour les droits de la personne en Côte d'Ivoire a déclaré que « Si les gens sentent que le gouvernement n'attache aucune valeur à leurs vies et qu'ils refusent donc de participer aux processus de gouvernance, la réaction du dirigeant sera plus ou moins une absence de reddition de comptes à ses citoyens. Cela mine la démocratie. Les problèmes de gouvernance ont des conséquences sur la démocratie et sont causés par le désir d'obtenir le pouvoir motivé par des intérêts égoïstes. »

Pauvreté, argent et accès au pouvoir

La pauvreté est endémique dans les pays en développement de l'Afrique occidentale. Le revenu par habitant dans ces pays est parmi le plus bas au monde, et les économies nationales ont été ravagées par les guerres récentes. La lutte pour le pouvoir politique devient essentiellement une lutte pour l'accès à des ressources contrôlées par l'État, souvent sous la forme de ressources naturelles extractibles. Les emplois politiques au sein des gouvernements nationaux et locaux sont perçus comme des postes lucratifs, ce qui rehausse encore les enjeux de la lutte politique. Ceux qui occupent un poste d'autorité ne veulent pas le quitter, car il leur offre l'une des seules possibilités d'obtenir des occasions économiques, alors que ceux qui demeurent hors du cercle du pouvoir tentent par tous les moyens d'avoir accès à ces occasions économiques.

Pratiquement toutes les personnes que nous avons interrogées ont affirmé que la pauvreté et la politique axée sur l'argent minent les processus démocratiques dans les pays de l'Afrique occidentale. Les partis en place ont accès aux ressources étatiques et les déroutent dans le but de remporter les élections. Les élites et les administrateurs fortunés opèrent au sein d'un réseau de favoritisme politique et exercent une influence indue sur les institutions et les partis politiques, de même que sur les organismes bureaucratiques, en plaçant leurs partisans ou « favoris » dans des postes stratégiques. Ils payent pour les irrégularités électorales et influencent le résultat des élections de façon à intimider et à exclure de nombreux électeurs¹¹. Darren Kew a écrit que « Les élections truquées, les systèmes à parti unique et les abus de pouvoir sont devenus la norme, ce qui a forcé les groupes exclus à trouver d'autres façons de protéger leurs intérêts, comme des coups militaires, la sécession et la révolution¹². »

¹¹ Yomi Oruwari. « Winners, Losers and Party Politics in West Africa. » Dans *Reconciling Winners and Losers in Post-Conflict Elections in West Africa: Political and Policy Imperatives*. Nordic Africa Institute, 2007, p.18.

¹² Kew, p. 151.

Comme l'a énoncé un spécialiste nigérian : « La coexistence est également affectée par la pauvreté et la politique axée sur l'argent. Les riches prennent le contrôle du pouvoir et utilisent leur poids économique pour l'emporter et miner la démocratie. L'argent, l'aide alimentaire et la politique forment un mélange dangereux, qui aggrave les divisions ethnoreligieuses. » Un autre Nigérian a dit que les efforts de construction de la démocratie doivent tenir compte du développement socioéconomique de la population. Un récent sondage sur les droits de la personne au Nigéria a révélé que 80 % de la population n'a qu'un accès réduit ou inégal à la justice en raison de la faiblesse des processus administratifs judiciaires et de l'incapacité des groupes de droits de la personne à défendre ces citoyens. Le processus judiciaire nigérian est lent et lourd, laissant les parties frustrées et hostiles l'une envers l'autre, ce qui remet en jeu les questions touchant la coexistence. Ceux qui en ont les moyens financiers peuvent acheter la justice, alors que les pauvres souffrent souvent de crimes qu'ils n'ont pas commis.

La corruption est omniprésente dans les pays comme le Cameroun et le Nigéria, qui se trouvent inmanquablement au sommet des indices de corruption. Plusieurs croient que cette corruption est au cœur de la mauvaise gouvernance et de l'absence de progrès économique dans de nombreuses régions urbaines et rurales de l'Afrique occidentale. La corruption existe à de nombreux niveaux dans la vie politique, et est omniprésente dans les processus électoraux de toute l'Afrique occidentale. La pauvreté a mené à de nombreux cas d'achat de votes, qui privent de nombreuses personnes de leur droit électoral. Lorsque la subsistance est sérieusement menacée, les plus vulnérables sont souvent forcés d'échanger le choix d'un dirigeant contre leur seul repas de la journée. Selon plusieurs personnes interrogées au Libéria et dans les autres pays sur lesquels porte cette étude, les enjeux touchant la corruption, les pots-de-vin, l'exploitation, le népotisme, l'exclusion et l'absence de reddition de comptes sont perçus comme les questions de gouvernance les plus pressantes, qui peuvent, si on ne les règle pas, davantage fragiliser la stabilité des nations et miner les espoirs de paix.

La pauvreté et l'analphabétisme persistants d'une grande partie de la population de plusieurs de ces pays signifient également que les gens sont souvent mal informés et ignorent leurs droits et leurs responsabilités comme public votant. Un employé d'une organisation de renforcement de la démocratie libérienne a déclaré : « L'ignorance et la pauvreté représentent le vrai défi de la construction de la nation et de la démocratie au Libéria. Les dirigeants exploitent ces deux facteurs pour accéder au pouvoir politique. » Un militant pour la justice sociale de la Sierra Leone a affirmé que, comme 70 % des Sierra-Léonais vivent sous le seuil de la pauvreté, les objectifs du Millénaire pour le développement établis par l'ONU ne pourront être atteints sans une amélioration de la gouvernance. Il a également ajouté que l'imposition de cadres de travail pour la réduction de la pauvreté, sans participation ni implication des pauvres, est un autre facteur qui mine la bonne gouvernance.

Promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance vue comme motivée de l'extérieur

Les principes des élections libres et justes, de l'autonomie du système judiciaire, de la règle de droit et de la bonne gouvernance sont largement acceptés et souhaités par la majorité de la population de l'Afrique occidentale. De nombreux dirigeants politiques dans ces pays ont explicitement énoncé leur engagement à respecter ces principes une fois élus. Toutefois, de nombreux dirigeants, une fois au pouvoir, abandonnent leurs anciennes promesses et minent les

processus démocratiques. De plus, certains dirigeants déclarent de nombreux principes démocratiques étrangers et imposés de l'extérieur. Un chef de la société civile de la Sierra Leone a affirmé que la « démocratie en Afrique est menacée par de nombreux facteurs, allant de la pauvreté et de l'analphabétisme au fait que la démocratie est perçue comme étrangère à l'Afrique. »

Les gouvernements et les bailleurs de fonds occidentaux utilisent de longue date leur force économique pour imposer une « démocratie universelle » en Afrique, sans tenir compte des caractéristiques sociopolitiques uniques et propres à chaque pays. L'expérience négative de la plupart des pays africains avec les « programmes d'ajustement structurel » de la Banque mondiale et du FMI mis en œuvre dans les années 1970 et 1980 ont mené à des critiques sévères, et nombre de gens attribuent les économies fragilisées et la mauvaise gouvernance aux approches occidentales à « taille unique ». L'on entend fréquemment de telles réactions aux processus de transition postconflictuelle promus, financés et en partie mis sur pied par les bailleurs de fonds occidentaux et les Nations Unies dans le sillage des guerres civiles en Côte d'Ivoire, au Libéria et en Sierra Leone. Ces processus transitoires sont perçus comme étant « gérés par l'occident » et comprennent l'ébauche de constitutions transitoires qui réitèrent la notion de démocratie telle qu'on la comprend en occident. Selon William Gumedé, « À moins que les élites africaines dirigeantes ne surmontent leur obsession voulant que des élections régulières, où le vainqueur rafle tout, forment la mesure principale de la démocratie, les éruptions de violence connues lors des élections au Kenya se répéteront ailleurs sur le continent. Les bailleurs de fonds occidentaux, qui déterminent que la tenue d'élections suffit pour justifier de l'aide, ont contribué à cette vision limitée de la démocratie¹³. »

Plusieurs personnes interrogées ont exprimé une grande inquiétude au sujet de la façon dont les gouvernements occidentaux, par leurs politiques et leur implication dans la région, ont contribué à l'échec de la gouvernance démocratique et au renforcement des clivages ethniques. » Elles ont cité en exemple les compagnies pétrolières occidentales qui ont appuyé le régime autoritaire et militaire au Nigéria dans le but d'obtenir accès aux réserves de pétrole. D'autres exemples cités comprennent le soutien occidental de dirigeants non démocratiques qui sont réputés pour leurs violations des droits de la personne. Il en est ressorti une forte demande pour que les gouvernements étrangers stoppent tout soutien financier des dirigeants africains autocratiques. Le lien entre la demande des consommateurs occidentaux pour des diamants et les guerres au Libéria et en Sierra Leone en étaient un autre exemple.

Le rôle des étrangers dans la reconstruction postconflit et la construction de la paix

La communauté internationale continue de se démener pour répondre aux besoins des sociétés postconflituelles et divisées et pour acheminer les ressources techniques et financières disponibles de la façon la plus efficace. D'innombrables organisations internationales dédient leurs ressources à des domaines comme la réinsertion des anciens combattants, la construction de la capacité pour un dialogue social civil, la réconciliation et les initiatives de justice transitoire. Comme dans bien des contextes de développement, les priorités des bailleurs de fonds changent rapidement pour refléter les nouvelles tendances, ce qui raréfie les ressources disponibles pour

¹³ William Gumedé. « Africa's version of democracy is in deadly crisis. » The Independent, mercredi 26 mars 2008. Disponible au : <http://www.independent.co.uk/opinion/commentators/william-gumede-africas-version-of-democracy-is-in-deadly-crisis-800538.html>

les programmes de construction de la paix et raccourcit la durée des impacts de tels programmes. De nombreux processus de reconstruction postconflictuelle mettent l'accent sur des « solutions rapides » en mettant de la pression pour obtenir des réformes et une réconciliation rapides. Cependant, ils oublient souvent d'agir sur les causes structurelles et sous-jacentes des divisions. Ensuite, lorsque les ressources externes diminuent avant l'atteinte de résultats durables, les probabilités de résurgence des tensions ou du conflit sont plus grandes.

De nombreuses personnes interrogées ont souligné le rôle important des gouvernements et des bailleurs de fonds occidentaux pour contribuer à élargir l'espace démocratique en Afrique occidentale à travers l'accroissement de la reddition de comptes. Certains intervenants de la Côte d'Ivoire et du Nigéria ont recommandé que les gouvernements et des bailleurs de fonds occidentaux mettent l'accent sur la reddition de compte des gouvernements, en faisant une condition de l'offre de fonds pour la reconstruction postconflictuelle. Les programmes qui bâtissent le potentiel économique et créent des occasions pour les jeunes sans emploi ont également été mentionnés parmi les secteurs dans lesquels le soutien est crucial. Ce besoin est dû aux violences répétées perpétrées par les jeunes en Sierra Leone et dans d'autres pays où le chômage des jeunes est perçu comme un facteur important de la déstabilisation de la démocratie et de la gouvernance. Bien que la violence politisée des jeunes représente une inquiétude de longue date, elle est maintenant souvent utilisée dans l'intérêt de la protection de l'image démocratique. Les personnes au pouvoir exploitent souvent les jeunes pauvres et marginalisés, les engageant pour entreprendre des violences politiques manifestes, qui auraient pu par le passé être du ressort des forces de l'ordre étatique.

Les acteurs étrangers ont également concentré leur expertise et leurs ressources sur le travail auprès des dirigeants politiques. Howard Wolpe, de l'initiative sur le leadership et la construction des capacités étatiques (*Project on Leadership and Building State Capacity*) du Wilson Center, affirme que : « Le défi principal du renforcement de la paix et de la démocratie, non seulement en Irak, mais dans toutes les sociétés divisées, ne repose pas sur des solutions institutionnelles abstraites de caractère sectoriel, mais bien sur le rassemblement des dirigeants dans un processus à long terme qui est conçu pour dissiper les tensions et le manque de confiance qui sont les sous-produits inévitables des conflits et de la guerre, et sur la construction (ou reconstruction) de leur capacité de travailler efficacement en collaboration, à travers toutes les divisions ethniques et politiques du pays. À défaut de quoi la transformation institutionnelle aura peu de substance et aucune viabilité¹⁴. » On a affirmé que la plupart des pays africains sont théoriquement démocratiques et possèdent de bonnes constitutions, lois, structures et procédures de gouvernance, mais que les dirigeants choisissent le plus souvent d'exercer leur pouvoir avec impunité et sans tenir compte des principes soi-disant acceptés. Le travail auprès des dirigeants est donc vu comme crucial, car pendant de nombreuses années il a formé le chaînon manquant des efforts pour atteindre une paix et une démocratie durables, puisque la plupart des interventions ne ciblaient que la société civile et la communauté.

¹⁴ Howard Wolpe et Steve McDonald. Democracy and Peace-building: Rethinking the Conventional Wisdom. *The Round Table*, volume 97, numéro 394, février 2008, p. 138.

Conclusion

Les six pays de l'Afrique occidentale choisis pour ce projet ont connu de nombreux développements positifs. Les guerres civiles en Côte d'Ivoire, au Libéria et en Sierra Leone sont terminées, l'ancienne dictature militaire du Ghana a été remplacée par des principes démocratiques, et la guérison sociétale a commencé, bien que de nombreuses questions doivent encore être abordées. Quoiqu'il soit encore trop tôt pour évaluer les progrès, ces pays postconflituels prennent actuellement une direction indiquant que les politiques identitaires et les pratiques politiques d'exclusion sont graduellement réglées. Au Nigéria, lorsque le régime militaire a pris fin et que des élections générales ont eu lieu, de nombreuses figures politiques étaient d'anciens généraux de l'armée. Il faudra du temps pour que la société civile reprenne entièrement le pouvoir. Cependant, de nombreux Nigériens reconnaissent que l'espace politique a été élargi, même si la corruption et les divisions ethniques demeurent des obstacles à la consolidation de la démocratie nigérienne.

Plusieurs militants des droits de la personne libériens ont affirmé que comme le leadership est un facteur important pour favoriser la démocratie, les politiques libériennes ont été transformées par l'élection de dirigeants crédibles qui pratiquent les politiques de l'inclusion, respectent les lois et ont contribué à élargir l'espace démocratique au sein du pays. Beaucoup ont vu le procès de Charles Taylor au tribunal de La Haye comme une étape importante vers la reddition de comptes par les anciens dirigeants et les dirigeants actuels. Un chef de la société civile a déclaré que « l'avenir de la démocratie s'améliore en Sierra Leone. » Les élections multipartites après des décennies de régime à parti unique représentent un important signe de changement et bien des Sierra-Léonais commencent à reconnaître que la gouvernance n'est pas une façon de faire avancer la position de leur groupe ethnique, mais une façon pour un État de livrer efficacement des services à tous les segments de sa population. L'espoir existe de voir la période des nominations politiques fondées sur l'ethnie tirer à sa fin.

Dans ces six pays, les organisations dédiées à l'éducation civique, au renforcement de la démocratie et de la paix ont crû en nombre ainsi qu'en taille et en portée. Cela a été attribué à un environnement habilitant créé par les gouvernements, et au résultat direct du besoin accru de traiter des enjeux de la gouvernance et de la coexistence dans les segments anciennement marginalisés de la population. Une recommandation énoncée par un militant des droits de la personne en Côte d'Ivoire est que les principes démocratiques doivent être clairement expliqués et diffusés à travers l'éducation civique, de même que les programmes de chaque parti politique, afin que le peuple, qui a perdu espoir envers la promesse d'un régime démocratique, puisse commencer à participer à ses processus. L'importance des processus politiques participatifs et inclusifs a fait son apparition dans le discours politique de nombreux pays, en partie grâce à la défense des droits au nom des acteurs locaux et internationaux et à une sensibilisation accrue des citoyens. Un spécialiste sierra-léonais a affirmé que les démocraties de l'Afrique occidentale seraient améliorées si les enjeux de la coexistence étaient placés dans un contexte historique. Les périodes de transition postconflituelle offrent une bonne occasion de réflexion et de dialogue entre les divers groupes au sujet de l'impact des politiques identitaires et des guerres.

Domaines pour enquêtes et analyses futures :

Il n'existe aucune panacée pour relever les défis de la démocratie, de la gouvernance et de la coexistence en Afrique occidentale. Les pays de la région, toutefois, partagent beaucoup de similitudes, et les organisations locales, régionales et internationales qui se consacrent à ces enjeux ont appris et accumulé des leçons importantes. Voici quelques questions que nous souhaitons étudier davantage. Nous espérons pouvoir faire participer de nombreuses autres personnes à des discussions sur ces sujets et produire un rapport plus complet sur les résultats.

- Quelles agences gouvernementales sont responsables de traiter les questions de la coexistence ?
- Quel a été le rôle des chefs traditionnels dans la promotion de la réconciliation et de la coexistence ?
- Que signifient la gouvernance démocratique et la coexistence pour les dirigeants de ces pays ? Que signifient ces concepts et termes au plan communautaire ?
- Quels modèles indigènes de gouvernance démocratique expliquant les historiques nationaux et les facteurs socio-économiques propres à chaque pays sont disponibles présentement ?
- Quelles approches ont réussi à diminuer l'effet nuisible des politiques identitaires et de la lutte ethnique sur les processus démocratiques ?
- Quels rôles peuvent jouer les organisations de la société civile dans ce travail ?
- Quels rôles sont pertinents pour des organisations externes ?
- Comment peut-on appliquer une optique de coexistence aux stratégies et aux programmes qui traitent des politiques identitaires ?
- Comment peut-on renforcer les efforts d'éducation pour construire efficacement une population informée et active ?
- Comment les principes de coexistence et d'inclusion sociale sont-ils intégrés au programme de l'éducation civique ?

* Coexistence International, ou « CI », conserve son nom anglais, même dans les textes qui, comme celui-ci, sont traduits.

BIBLIOGRAPHIE

Adejumobi, Said. « Citizenship, Rights and the Problem of Conflicts and Civil Wars in Africa » Human Rights Quarterly, volume 23, numéro 1, février 2001, p. 148-170.

Berns, Jessica et Fitzduff, Mari. « Qu'est-ce que la coexistence, et pourquoi une approche complémentaire ? » Article publié par CI, juillet 2007. Disponible au www.coexistence.net.

Ellis, Andrew. « Dilemmas in Representation and Political Identity » Democracy Conflict and Human Security: Further Readings. (Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, 2006), p. 69-76.

Gumede, William. « Africa's version of democracy is in deadly crisis. » The Independent, mercredi le 26 mars 2008.

Jean, Isabella et Berns, Jessica. « Accent sur la coexistence et le renforcement de la démocratie » Article publié par CI, juillet 2007. Disponible au www.coexistence.net.

Kew, Darren. « Building Democracy in 21st Century Africa: Two Africa's, One Solution. » Seton Hall Journal of Diplomacy and International Relations. Volume VI, numéro 1, hiver/printemps 2005, p.149-161.

Ninsin, Kwame. « Re-Engineering Politics in Post-Conflict Societies. » Reconciling Winners and Losers in Post-Conflict Elections in West Africa: Political and Policy Imperatives. Nordic Africa Institute, 2007.

Oruwari, Yomi. « Winners, Losers and Party Politics in West Africa. » Reconciling Winners and Losers in Post-Conflict Elections in West Africa: Political and Policy Imperatives. Nordic Africa Institute, 2007.

Wolpe, Howard et McDonald, Steve. « Democracy and Peace-building: Re-thinking the Conventional Wisdom. » The Round Table, volume 97, numéro 394, février 2008, p.137-145.

Ressources additionnelles

Austin, Reginald. « Transition Process Revisited: The Role of the International Community. » Democracy Conflict and Human Security: Further Readings. Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, 2006, p. 37-52.

Coexistence International. « Insiders and Outsiders: A Review of Policies that Recognize Diversity and Promote Inclusion and Coexistence ». Article publié par CI, juillet 2006. Disponible au www.coexistence.net.

Coexistence International. « Report on the Discussion Seminar: Coexistence and Democracy-Building: What is the Connection? » Disponible au www.coexistence.net.

Fischer, Jeff et Walecki, Marcin et Carlson, Jeffrey, éd. *Political Finance in Post-Conflict Societies*. IFES, mai 2006.

Jean, Isabella et Fitzduff, Mari et Berns, Jessica. « Coexistence Sensitivity in International Democratization and Governance Policies: Lessons Learned » Étude publiée par CI, mai 2006. Disponible au www.coexistence.net.

Kumar, Chetan et Hoffman, Benjamin. « *What Really Works in Preventing and Rebuilding Failed States: Catalytic Initiatives for Country-Level Peace-Building Strategies: What Are They Accomplishing?* » <http://www.wilsoncenter.org>

Rassoul, Shaheen. « A Survey of Coexistence Sensitivity in International Democratization and Governance Policies ». Étude publiée par CI, hiver 2006. Disponible au www.coexistence.net.

Rausch, Colette. « Combating Serious Crimes in Post-Conflict Societies: A Handbook for Policy Makers and Practitioners. » United States Institute of Peace, 2006.

Annexe A

Liste des personnes interviewées

1. Michel Femi Sodipo Olufemi, Director of KANO Peace Initiative Network, Nigéria
2. David Peterson, NID, USA
3. Prof. Nii Akuethe, Democracy and Conflict Research Institute (DCRI), Ghana
4. Macauley Marcella, Head of Programs, Campaign for Good Governance (CGG), Sierra Leone
5. Dan Saryee, Director Liberia Democratic Institute (LDI), Libéria
6. Suleiman Jabati, Coalition for Justice and Accountability, Sierra Leone
7. Marriata Williams, United Muslim Women Advocacy Empowerment Organization
8. Olda Bonah, Committee for Peace and Development (COPDA), Libéria
9. Lorma Baysah, Rural Human Rights Activist Programme (RHRAP), Libéria
10. Mr. Obibi, Director, Alliance for Africa, Nigéria
11. Lucien Matthew, Lidho, Cote`d Ivoire
12. Fr Onkubwa and Fr.Ngoye, Justice for Development and Peace Commission, Nigéria
13. Fr. Emmanuel, Ecumenical Services for Peace, Cameroun.